

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Pellegrini, Giacomo C. et Brusa, Carlo, éds (1980) *Italian Geography 1960-1980*. Varese, Ask Edizioni, 312 p.

par André-Louis Sanguin

Cahiers de géographie du Québec, vol. 29, n° 77, 1985, p. 339-341.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/021737ar>

DOI: 10.7202/021737ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

n'attirera pas que des comptes rendus amènes de la part de la « critique parisienne », si prompt à jeter l'anathème sur ce qu'elle comprend parfois mal.

Personnellement, je salue le courage et l'humilité de Jean Laponce, qui nous donne là un très beau livre qui sera d'une grande utilité pour les géographes et les politologues entre autres. Laponce est courageux car il aborde des problèmes d'une grande complexité et il est humble car il présente l'état de la question en s'aidant d'une remarquable documentation, riche et précise.

La discussion du trilinguisme, par exemple, est remarquable dans l'exacte mesure où elle met en évidence les gains et les coûts. Si le bilinguisme est certainement un aide à la conceptualisation, il est en revanche vraisemblablement un obstacle à la créativité linguistique. Les nombreux exemples sur le bilinguisme scolaire sont également très éclairants. On retrouve, là encore, l'humilité de Laponce qui présente mais ne tranche pas, qui indique des pistes et stimule l'imagination scientifique.

En matière d'identité, j'aime cette distinction que fait Laponce entre langue instrument, langue drapeau et langue de boutonnière : « si l'intellectuel d'Aix-en-Provence fait la dépense d'acquisition de la langue de ses ancêtres (...) ce n'est pas qu'il lui soit impossible de communiquer avec ses grands-parents... c'est plutôt que le provençal lui donne un moyen d'exclure le parisien, le touriste, l'étranger ».

Laponce n'a pas hésité à se risquer à mesurer la « hiérarchie » des langues à travers quatre grands facteurs : démographique, scientifique, économique et militaire. Ce n'est peut-être pas la partie la plus convaincante de son livre mais je crois qu'il fallait le faire ; il fallait ouvrir cette brèche pour permettre à d'autres d'apporter des solutions sinon meilleures, mais du moins plus fines.

Son envoi de topologie théorique construit sur les notions d'État central, de minorité linguistique et de centre vital de cette minorité lui a permis de mettre en évidence des modèles heuristiques fort stimulants et lui a fourni les linéaments d'une classification des différentes situations réelles. En plus, il donne aux géographes une intéressante démonstration de ce qu'on peut faire avec des modèles graphiques simples mais efficaces.

L'évocation des rapports entre langue et droits de l'homme et celle des solutions personnelles et/ou territoriales des problèmes des États multilingues nous apprennent beaucoup de choses et surtout montrent la complexité des rapports entre langue et territoire.

La langue est un moyen de collaboration et une cause de conflit comme le rappelle d'une manière tout à fait opportune Laponce. C'est pour l'avoir oublié ou gommé de nos analyses que nous ne voyons pas toujours se profiler certains problèmes. Que l'on partage ou non la conclusion de Laponce, je crois qu'il convient de la méditer : « il (l'État) fut d'abord, le plus souvent, un instrument de domination linguistique. L'État sans classe de Marx a caché, sous le voile de l'impossible, l'action d'un État qui satisfaisait à sa glottophagie naturelle ».

En effet, l'État moderne s'accommode mal du multilinguisme et c'est pourquoi tous ceux qui appartiennent à une minorité linguistique trouveront dans le livre de Laponce des idées... à prolonger.

Claude RAFFESTIN
Département de géographie
Université de Genève

PELLEGRINI, Giacomo Corna et BRUSA, Carlo (eds) (1980) *Italian Geography 1960-1980*. Varese, Ask Edizioni, 312p.

L'un des plus graves problèmes affectant la géographie contemporaine comme discipline universitaire et comme science réside dans le blocage linguistique et dans le compartimentage

du monde scientifique. Plus concrètement, la géographie et les géographes actuels souffrent d'un manque de transparence et de bonne circulation de l'information géographique. Cette situation déplorable tient au fait que la communauté internationale des géographes est divisée en sphères linguistiques dont les cloisons sont relativement rigides. Seuls, quelques grands pays ou quelques grandes mouvances culturelles tiennent le devant de la scène (États-Unis, Grande-Bretagne, U.R.S.S., France, Allemagne...) et relèguent à l'arrière-plan des écoles nationales de géographie qui, pour être peut-être secondaires, n'en apportent pas moins leur contribution à l'avancement de la discipline. Pour sortir de leur ghetto linguistique, certaines géographies nationales (Japon, Pays-Bas, Scandinavie par exemple) ont été obligées d'emprunter les voies de la langue anglaise pour mieux être diffusées, renforçant par là même l'idée d'un *impérialisme culturel anglo-saxon*. De fait, on peut poser la double question suivante sous forme de défi. Combien de revues anglo-saxonnes de géographie publient, pour chaque article, un résumé dans une langue autre que l'anglais? Réponse: aucune. Combien de revues non anglophones publient le résumé de chaque article au moins dans une version anglaise en sus de la version originale? Réponse: toutes!

Du coup, certaines écoles nationales, solides et sérieuses, ont bien du mal à se faire connaître. C'est très exactement le cas de la *géographie italienne*. C'est ainsi que l'on est surpris à la lecture d'un «livre-bilan» comme *Italian Geography 1960-1980* de voir l'importance et la structuration des ressources humaines ainsi que les résultats considérables obtenus par la géographie italienne. Résumons quelque peu avant d'aborder le fond de ce livre-témoin. En Italie, la géographie est une discipline récente apparue en même temps que l'unification politique de la péninsule (1860-1870). Elle fut créée par un trio de pères fondateurs: à Rome en 1876 par Giuseppe Dalla Vedova, à Padoue en 1879 par Giovanni Marinelli et à Florence en 1926 par Olinto Marinelli, fils du précédent. En 1868 était lancé à Rome le *Bollettino della Societa Geografica Italiana* tandis que la *Rivista Geografica Italiana* est publiée à Florence depuis 1893. Ces deux revues jouissent d'ailleurs d'une audience et d'une réputation internationales.

Malgré la période noire du fascisme (1922-1943), la géographie italienne se développa vigoureusement durant l'entre-deux-guerres sous l'influence de Roberto Alamagia. Ses axes de spécialisation étaient traditionnellement la cartographie, la géographie historique et le peuplement. Jusqu'aux années récentes, l'école italienne avait montré une certaine prédilection pour les études thématiques: réseau urbain, genre de vie alpin, volcanisme, calamités naturelles, études régionales intra-nationales. Un bon exemple de cette orientation nous est fourni par les 18 volumes de la collection *Regioni d'Italia* publiés à l'occasion du centenaire de l'Unité italienne (1870). Un bilan de la géographie italienne d'avant 1975 montrait, à l'observateur étranger, l'absence de certains types d'étude: peu de réflexion théorique et conceptuelle, peu de méthodologie quantitative et déductive, peu de travaux d'ensemble sur les problèmes italiens, peu de contributions sur la régionalisation pourtant au cœur de la vie politique péninsulaire.

Qu'en est-il de la géographie italienne des années quatre-vingt? En mars-avril 1980, une initiative de l'*Associazione dei Geografi Italiani* fut prise sous les auspices du Conseil national de la recherche: réunir à Varèse les états généraux (1960-1980) de la géographie italienne. Lors de cette conférence nationale, plus d'une centaine de communications furent présentées et discutées. L'Association des géographes italiens décida de les réunir en un livre édité simultanément en italien et en anglais. Cet ouvrage, très étoffé, est divisé en quatre sections.

La première intitulée *Structures de la recherche géographique en Italie* regroupe 26 articles. On y apprend que l'institutionnalisation de la géographie italienne est très poussée: 500 professeurs répartis dans 53 instituts au sein de 44 universités. La formation des futurs professeurs de niveau secondaire est régie par des décrets gouvernementaux. La dizaine d'associations géographiques ou «para-géographiques», y compris le Touring Club italien et le Club alpin italien, regroupent plusieurs milliers d'adhérents et contribuent au développement de la discipline. Enfin, mentionnons trois agences publiques: le *Consiglio Nazionale delle Ricerche* (équivalent italien des organismes canadiens CRSNG et CRSH) pour son soutien logistique et ses infrastructures d'accueil à la recherche, l'*Istituto Geografico Militare* pour l'édition des cartes topographiques et le célèbre *Istituto Geografico De Agostini* pour ses atlas scientifiques et scolaires mondialement réputés.

La seconde section intitulée *Secteurs et problèmes dans lesquels s'articulent la recherche géographique en Italie* regroupe 42 articles qui dressent un bilan, sorte de rapport d'étape, de la géographie humaine et physique. C'est ici que l'observateur étranger peut juger de la polyvalence et de la vitalité de l'école italienne de géographie. De « l'agritourisme » à l'étude des avalanches, des problèmes littoraux à la protection des sols, tout l'éventail d'action de la science géographique est couvert.

La troisième section s'intitule *Méthodologie et épistémologie de la recherche géographique en Italie*. Elle est constituée d'un ensemble convergent de 19 articles. Elle montre fort pertinemment comment l'école italienne se penche, elle aussi, sur cette gamme de questions fondamentales. Sont ainsi abordés des thèmes chers à l'école anglo-américaine : la région comme objet d'étude, l'unité de la géographie, le marxisme et la géographie, le paysage, la perception, etc.

La quatrième et dernière partie intitulée *La géographie italienne et la société moderne* regroupe 16 contributions dont celle de Francesco Campagna qui fut ministre du gouvernement italien. Cet auteur exhorte à un libre mouvement des idées géographiques loin des « fumerolles idéologiques » pour faire en sorte que les géographes deviennent des hommes de culture et de tolérance humanistes, des participants des forums civiques.

Au total, ce « livre-bilan » qui retrace vingt années de pratique géographique en Italie est digne d'intérêt dans la mesure où il permet à d'autres géographes de découvrir la géographie d'un pays qui demeure l'un des phares de la culture humaine.

André-Louis SANGUIN
Département de géographie
Université du Québec à Montréal